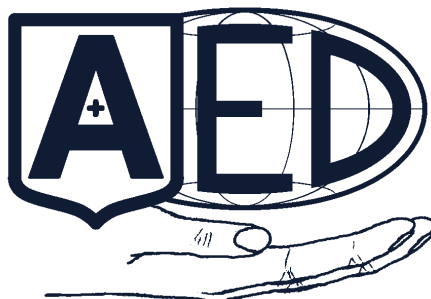


<http://www.economiedistributive.fr/MERDeS>



Éditorial

MERDeS

- La Grande Relève - NÂ° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - NÂ° 1115 - décembre 2010 -

Date de mise en ligne : vendredi 31 décembre 2010

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

C'est peut-être parce que Frédéric Lordon [1], avec son humour habituel, s'est aperçu que le nom du projet proposé par Angela Merkel pour défendre l'euro, Sovereign Debt Restructuring Mechanism, donne en français mécanisme européen de restructuration des dettes souveraines, dont le sigle MERDeS semble si approprié, qu'on préfère officiellement le traduire par mécanisme européen de stabilité (MES) !



Pour comprendre ce que cela signifie il faut revenir sur la succession des mesures prises par les gouvernements face à la crise financière survenue à la mi-2007 aux États-Unis et dont les effets ont atteint ensuite l'Europe.

Premier acte, les États volent au secours des banques menacées de faillite pour avoir trop légèrement ouvert des crédits ; ils leur garantissent les capitaux dont elles ont besoin [2]. Le but proclamé de ces mesures n'est donc pas, comme on aurait pu l'espérer, de protéger les populations contre les abus du système financier mais au contraire de les contraindre pour relancer ce système, prétendument indispensable.

Cette garantie pèse évidemment trop lourd sur les budgets publics, d'autant que les recettes fiscales avaient été réduites. Les marchés financiers (c'est-à-dire les investisseurs institutionnels : banques, sociétés d'assurance, fonds de retraite, fonds de placements, etc.) craignent donc que les États trop endettés ne puissent plus rembourser les sommes qu'ils leur empruntent et par conséquent, ils exigent d'eux des taux d'intérêt plus élevés.

En Europe, c'est la Grèce qui, au printemps dernier, a été la première à avoir une dette insupportable (estimée fin 2009 à 273 milliards d'euros).

Alors le 9 mai 2010 [3], devant la crainte que la situation grecque entraîne la chute de l'euro, les États de l'Union Économique et Monétaire (UEM = la zone euro) prennent en urgence deux très lourdes décisions : a) créer un fonds de secours, l'European Financial Stability Facility (EFSF) pour pouvoir prêter aux États de l'UEM à des taux moins élevés que ceux des marchés financiers, et b) imposer un plan de rigueur à ces États trop endettés.

Chacune de ces deux mesures constituait une complète volte-face. La première allait à l'encontre des traités européens qui interdisent aux Banques centrales de prêter aux États. La seconde allait à l'encontre de toutes les politiques de relance qui étaient alors à la mode : en France, par exemple, un "ministère de la relance" venait d'être créé "pour sortir de la crise économique". (Au fait, qu'est devenu ce ministère confié à P.Devedjian ? Il a vite disparu, en douce...)

Ces mesures bafouant les traités européens et ces restrictions "forcenées" allaient-elles au moins être suffisantes ? Oui pour les banques, au moins dans l'immédiat, elles ont repris du poil de la bête : Goldman Sachs, par exemple, affichait, au second trimestre de cette année des profits en augmentation de 65 % et pouvait réserver la bagatelle de 6 milliards de dollars aux bonus de ses employés.

Mais non pour les États en difficulté, car le fonds EFSF, même avec le prêt supplémentaire du FMI, est loin de faire le poids : les gouvernements de l'Eurogroupe ont seulement oublié que la Grèce n'était pas le seul pays endetté : fin 2009 aussi l'Irlande devait 104 milliards d'euros, l'Espagne 560, le Portugal 1.260, etc... Ces pays vont donc devoir emprunter des euros. Et pour cela leurs gouvernements, atteints par la folie collective, ne rêvent que de s'adresser aux marchés financiers, sachant pourtant que ceux-ci vont exiger des taux insupportables (près de 9 % à l'Irlande). Leur idée fixe est de croire leur faire baisser ces taux en séduisant les marchés par de nouveaux programmes d'austérité. Une deuxième vague de restrictions des dépenses sociales vient donc de suivre celle du printemps dernier.

L'Irlande, en est même à son troisième programme de restrictions, imposé pour obtenir du EFSF une avance de 85 milliards d'euros destinée surtout à sauver ses banques de la faillite.

C'est d'autant plus absurde que les marchés, eux, ne croient évidemment pas que réduire ainsi le pouvoir d'achat des consommateurs puisse relancer l'économie ! C'est même un "manager de fonds" irlandais qui en est arrivé à dire : « la question est de savoir combien de temps la population va supporter d'être ainsi écorchée vive [...] à un moment ou un autre, d'ici 12 à 18 mois, il va y avoir un mouvement contre l'approfondissement de l'austérité, c'est certain. » [\[1\]](#)

Il faudra peut-être ce délai pour que tous les effets de cette politique soient évidents, mais les conséquences en sont déjà assez sensibles pour que les populations commencent à comprendre et le manifestent. En France, par exemple, la réforme des retraites en a été le déclencheur.



Les gouvernements européens, A.Merkel et N. Sarkozy en tête, ont peine à cacher leur angoisse en se concertant pour sauver l'euro. Notre distinguée Ministre des finances vient de le prouver en lâchant : « L'Europe est difficile à comprendre » ! Mais ils veulent rassurer : il n'y a aucun souci à se faire, il faut avoir confiance dans cette Union européenne [\[4\]](#), dont les traités constitutifs ont été conçus pour résoudre les problèmes économiques (c'est ce qu'annonçaient les discours officiels pour les imposer) ?

Las, l'enquête publiée le 26 novembre par la Deutsche Bank [5] met en évidence une autre raison : ce sont les banques allemandes et françaises qui détenaient le plus de créances (publiques et privées) sur la Grèce, l'Irlande et le Portugal (213 milliards d'euros pour les allemandes, 142 pour les françaises) ! Le souci de nos dirigeants est donc plutôt de veiller à ce que les banques de leurs pays reçoivent tous les intérêts qu'elles attendent des crédits qu'elles ont ouverts à la Grèce et aux autres pays de "l'Union".

De plus, l'Allemagne, estimant être un modèle de rigueur, refuse que son austérité serve à porter secours à des pays qui n'exigent pas les mêmes sacrifices qu'elle.

Alors Merkel et Sarkozy proposent de réviser le traité de Lisbonne pour y apporter deux modifications. La première serait d'instituer un Sovereign Debt Restructuring Mechanism. Il s'agit, à échéance de la garantie ESFS, à la mi-2013, de renvoyer les pays de la zone euro menacés de faillite discuter directement avec leurs créanciers internationaux. Cette procédure est "décalquée" du Droit des faillites privées, où elle aboutit à un allègement ou à un rééchelonnement de la dette. Ce qui est un compromis raisonnable puisqu'il est de l'intérêt bien compris tant du débiteur, c'est évident, que de ses créanciers, qui évitent de tout perdre en acceptant de ne pas tout avoir. Mais les grands fonds internationaux qui achètent des obligations d'État s'insurgent : ils ne veulent rien lâcher tant qu'ils gardent l'espoir qu'il reste encore une dépense publique à couper pour leur servir des intérêts : « quitte à atteindre ce point-limite où le paiement de la dette aurait complètement évincé les dépenses publiques sociales et où les prélèvements obligatoires leur seraient entièrement consacrés » [1].

C'est pour cette raison qu'en 2001 Wall Street a déjà fait avorter un projet semblable !

Si une telle procédure peut aboutir quand il s'agit de Droit privé, ce n'est pas parce que les créanciers d'une entreprise en règlement judiciaire sont mieux disposés à accepter une perte, même relativement légère. C'est, explique F. Lordon, parce qu'il existe au-dessus d'eux une véritable force, étatique, capable de leur imposer le Droit national. Alors que ni le FMI au plan mondial, ni la Commission au plan européen n'ont cette force. Il n'y a pas de Tribunal de commerce à l'échelle internationale. Si le projet MERDeS mérite si bien son sigle c'est parce qu'il va ainsi se heurter au fait qu'aucune institution n'a été investie de la force nécessaire pour obliger les investisseurs internationaux à accepter un compromis raisonnable.

Ces derniers ont donc le champ libre pour imposer leurs exigences. Et ils « disposent encore de tous les moyens structurels de déclencher une nouvelle tempête spéculative et de faire plier un peu plus les gouvernements » [1] ...comme le prouvent, en effet, les programmes d'austérité que ces derniers imposent. Et, en effet, le retrait de la garantie européenne risque fort de relancer la spéculation contre les titres souverains de la zone euro et d'y alourdir encore plus le financement des États... !

La seconde modification proposée va plus loin dans l'escalade et l'aveuglement. Pour compenser l'absence de la garantie EFSS, il s'agit de donner, par un "pacte durci", de nouveaux gages aux marchés. « Nous appliquerons en Europe la doctrine du Fonds monétaire international », explique, en l'approuvant, le président de la BCE, J-C Trichet [5]. « Les efforts seront intensifiés » a insisté le Commissaire européen aux affaires économiques [5].

Ils s'entêtent donc tous à prétendre qu'un nouveau tour de vis est exigé par les marchés pour être à l'abri de tout risque de défaut ! Alors que ces derniers ont déjà puvé qu'ils ne croient guère à cette fable et que les populations n'en peuvent plus de travailler plus pour se serrer la ceinture encore plus.

Le drame actuel a donc bien son origine dans la démission des décideurs politiques face à la finance, comme le montrait Mais où va l'argent ? dès mars 2007, en rappelant comment la monnaie a évolué au cours de l'histoire. Cette crise financière, pire que les précédentes, et la façon dont les gouvernements y réagissent, en font une autre

démonstration... en plus pénible.

Mais les seuls coupables ne sont pas les politiciens mal conseillés par des économistes patentés... Leurs électeurs le sont autant qu'eux.

D'abord parce qu'ils ont eu tort de leur faire confiance. Comme ils ont tort aujourd'hui de les croire quand ils tentent de se disculper en affirmant qu'ils "sont obligés" parce que si le système bancaire était en faillite, ce serait la pire des catastrophes. Comme ils ont tort de prendre le Directeur du FMI pour un "homme de gauche". Et comme ils auraient tort de croire dans un parti pour qui le capitalisme n'a pas d'alternative et qui prétendrait qu'étant élu il le reformera !

Si la finance a pris le pouvoir, si elle peut imposer sa politique aux gouvernements, si elle a les moyens de faire prévaloir ses intérêts au mépris de ceux des populations, c'est bien parce que ces dernières se sont résignées. C'est parce qu'elles se sont laissées trop longtemps conditionner, et qu'elles préfèrent rester dans l'ignorance de tout ce qui touche à ce "domaine (trop) réservé" qu'est la finance. Cette résignation a élevé un mur d'incrédibilité qui paraît colossal quand on s'y heurte en osant faire des propositions vraiment différentes : imaginer que l'argent ne circule pas pour ne plus pouvoir rapporter en étant "placé", mais c'est impensable, "forcément" ! En l'évoquant vous passez automatiquement pour un doux rêveur, un peu simpliste, un "utopiste", un "irréaliste". C'est devenu un réflexe. Quelle bêtise navrante, alors que l'irréalisme est dans l'autre camp !

Leur résignation a empêché les populations de s'organiser, de voir comment il lui est possible de créer démocratiquement une monnaie qui ne permette pas à quelques uns de s'enrichir en dépouillant les autres. Ainsi préparée, la société civile aurait été capable d'entériner la faillite du système bancaire, en exigeant le paiement en monnaie légale de tous ses avoirs.

On aurait préféré que ce soit ainsi la sagesse qui l'emportât, dans la paix. Alors que c'est l'inconscience avec laquelle les gouvernements font payer aux populations les abus du monde de la finance, c'est l'excès insupportable de leurs politiques de rigueur, c'est la conscience des dangers de tous ordres qu'ils s'obstinent, malgré conférences aux sommets, promesses et belles déclarations, à ignorer, c'est toutes ces preuves de leur mépris de la réalité qui est en train d'entamer la résignation générale et va probablement déclencher contre eux une guerre civile mondiale...

L'échec de l'Union européenne à sauver sa monnaie unique pourrait bien, dans le délai de 12-18 mois évoqué plus haut, être l'occasion pour les peuples malmenés d'y imposer enfin la démocratie.

Si, saisissant cette chance, ils l'inventent enfin !

[1] Crise européenne, par F. Lordon, forum social du Morbihan sur internet à l'adresse : http://fsl56.org/les_actualites/crise_europeenne

[2] Voir par exemple GR 1108, p.3

[3] Voir GR 1110, p.3, "Acharnement thérapeutique".

[4] À ce sujet, lire plus loin, page 12, la traduction d'un article du Daily Telegraph.

[5] Le Monde 30/11/2010.